

et géographique. Ce problème n'est pas facile à résoudre, mais le Canada n'est pas le seul pays à en rechercher la solution. Elle s'inscrit dans la recherche plus vaste de conceptions nouvelles de la liberté individuelle et de l'égalité des chances, dans un monde où le progrès fantastique de l'homme dans les domaines technologique et scientifique n'a fait que mettre en relief le caractère primitif d'une si grande partie de son comportement social et politique. C'est pourquoi j'estime que l'un des principaux objectifs des membres du Commonwealth actuel est de travailler ensemble en sachant que les aspirations et les besoins fondamentaux de l'homme sont universels, quels que soient sa langue, la couleur de sa peau, sa race ou son pays. Et comme je viens de le dire, cet objectif dépasse notre pays, dépasse notre Commonwealth. Il s'étend à toute la famille humaine et devrait être pleinement reconnu dans les relations internationales de notre petite planète surpeuplée. Mais il y a peu d'indications que notre monde contemporain soit généralement prêt à l'accepter dans un avenir rapproché.

Nous avons pressenti ce qui pouvait se faire à San Francisco en 1945, mais ce sentiment disparut bien vite. La guerre froide mit fin à l'espoir que les Nations Unies assureraient bientôt la liberté, la fraternité et la sécurité de tous les hommes. Vous vous souvenez que, comme pis-aller, nous avons formé une coalition régionale de part et d'autre de l'Atlantique - une coalition permettant aux pays membres de collaborer à une politique concertée et à la défense collective. Ce fut un autre rêve d'après-guerre que ce traité de l'Atlantique, - l'édification d'une communauté atlantique d'États interdépendants acceptant de mettre leur souveraineté au service de leur sécurité et de leur progrès.

Nous nous demandons pourquoi l'OTAN n'a pas réalisé plus pleinement ces espoirs et ces aspirations. Je pourrais en citer une ou deux raisons, parmi tant d'autres. L'OTAN a fait porter ses efforts exclusivement sur la défense militaire collective, qui est certes un objectif d'importance vitale. Elle a été incapable de prendre des mesures efficaces en vue d'une action politique collective. Les décisions nationales étaient rarement subordonnées aux décisions collectives, ou les politiques nationales à la politique collective. Les États-Unis, dont la puissance dominait l'alliance, déterminaient dans une large mesure la stratégie et la politique sur lesquelles s'appuyait la défense collective. Les autres membres, soit dit en passant, ne se seraient probablement pas comportés autrement s'ils avaient eu la même superpuissance.

Le moment arriva où la France rejeta tout l'idéal de la sécurité collective, revenant à la vieille doctrine, que je considère comme périmée, de la défense nationale par l'action nationale, coordonnée si vous voulez à une alliance militaire qui laisse intacte la souveraineté nationale. Il y a des gouvernements qui pensent encore que non seulement le nationalisme est sacré, et il l'est, mais qu'il suffit, ce qui est faux, et que les problèmes nationaux peuvent être réglés dans un contexte purement national. Les leçons de l'histoire sont déprimantes car habituellement elles sont apprises trop tard, même par ceux qui ont le plus souffert de n'avoir pas appris.

Il y a d'autres raisons pour lesquelles l'OTAN a été incapable de réaliser pleinement son potentiel collectif. Une d'elles, qui est paradoxale, c'est que l'OTAN a réussi à réduire la crainte d'une attaque contre l'Europe occidentale. Cette diminution de la tension et de la crainte n'est pas seulement